

Le triomphe catastrophique du néolibéralisme

Alain Bihr* novembre 2008

«Qui est le plus grand criminel:
celui qui vole une banque
ou celui qui en fonde une ?»

Meckie Messer
dans *L'Opéra de Quatre Sous*
de Bertold Brecht

«Entre 1971 et 2008, l'économie mondiale a enregistré pas moins de vingt-quatre crises financières soit, en moyenne, une crise toutes les années et demie. Un record historique.» [1] Pour mémoire, rappelons simplement les principales d'entre elles: en 1982-1983, la crise de la dette des pays latino-américains; en octobre 1987, le krach boursier aux Etats-Unis et en Europe; en 1989, celui des *junk bonds* (obligations pourries), suivi de la faillite et du sauvetage par l'Etat (donc le contribuable) états-unien des caisses d'épargne (*Loan and Savings*) à la hauteur de 500 milliards de dollars; l'éclatement de la bulle immobilière japonaise en 1991 et la crise consécutive de tout le système bancaire nippon; la crise financière du printemps et de l'été 1997 en Asie du Sud-Est, avec des contrecoups importants l'année suivante en Russie, en Turquie, au Brésil et au Mexique, se concluant par la faillite et en octobre 1998 de Long Term Capital Management (LTCM), un *hedge fund* (un fond spéculatif spécialisé dans les opérations spéculatives à forts risques mais aussi à fort rendement, à condition qu'elles réussissent) basé à New York; l'éclatement de la bulle Internet au printemps 2000 et la longue dégringolade boursière qui s'est poursuivie jusqu'à l'automne de l'année suivante, ponctuée par les scandales Enron, WorldCom et Vivendi et conclue par la crise financière argentine de novembre-décembre 2001.

Ce qui frappe dans cette séquence, c'est l'augmentation continue de la fréquence et de la gravité de ces crises. Or, relativement à ces dernières, et alors même qu'elle n'en est qu'à ses débuts, l'actuelle crise surenchérit encore par son ampleur et par la rapidité de sa diffusion. Sous ce double rapport, elle n'est comparable qu'à la crise de novembre 1929, qu'elle dépasse d'ailleurs par son échelle: c'est la plus grosse crise financière de l'histoire du capitalisme. Du coup, ce qu'elle met en jeu, c'est l'ensemble des politiques néolibérales suivies depuis une trentaine d'années dont elle est largement le résultat; et dans cette mesure même, quelle qu'en soit l'issue, elle est appelée à constituer un tournant dans la longue crise structurelle dans laquelle le capitalisme est engagé depuis le milieu des années 1970.

De la crise de «l'économie fictive» à la crise de «l'économie réelle»

Revenons tout d'abord sur le processus de cette crise, sur l'enchaînement qui nous a amenés au point où nous en sommes aujourd'hui. Ou plutôt: au point où nous en serons demain, car la crise, la vraie, reste à venir. Elle est encore largement devant nous. Dans ce processus, on peut distinguer grossièrement trois temps, sachant que ceux-ci se chevauchent en partie.

Hier. Au point de départ, un boom de l'immobilier aux Etats-Unis provoqué par la généreuse distribution de prêts aux ménages désireux d'accéder à la propriété de leur logement, boom dont l'entretien suppose rapidement de faire appel à des ménages que les créanciers savent pourtant difficilement solvables du fait de la modicité de leurs revenus. Les prêts accordés à ces derniers ont été, de ce fait, qualifiés de *subprime*, littéralement «inférieur à la norme de qualité»: en dessous des garanties habituellement demandées aux emprunteurs en ce qui concerne leur capacité de faire face aux charges de leur dette [2]. En fait, tout en promettant à ces ménages de pouvoir s'enrichir rapidement en revendant le cas échéant leur logement, les créanciers comptaient sur la poursuite du boom immobilier, donc sur la hausse continue du prix des logements, pour permettre aux ménages débiteurs de faire face à leurs remboursements, moyennant des prêts supplémentaires accordés sur la base de la valorisation constante de leur bien. En somme, on anticipait un mécanisme d'endettement pour ne pas dire de surendettement perpétuel pour continuer à pousser à la hausse le prix de l'immobilier et la valeur boursière des titres des créances immobilières.

Les prêts *subprime* sont donc, dès le départ, des crédits hypothécaires à haut risque pour leurs créanciers que sont les banques. Risques dont, pour cette raison, elles se débarrassent en les revendant à des organismes spécialisés dans le prêt hypothécaire chargés de leur titrisation, dont les deux principaux sont aux Etats-Unis surnommés Fannie Mae et Freddy Mac. La titrisation est une technique financière consistant à regrouper et à fractionner des dettes sous forme

d'obligations (en l'occurrence les *Residential Mortgage Backed Securities* ou RBMS: titres adossés à des crédits immobiliers) pour les vendre sur le marché financier, autrement dit à proposer aux acteurs intervenant sur ce marché (essentiellement des banques, des compagnies d'assurance et des fonds d'investissement, notamment les fameux *hedge funds*, souvent eux-mêmes filiales de banques ou de compagnies d'assurance, opérant la plupart du temps depuis des paradis fiscaux) de prendre des participations à la dette en question, en contrepartie de la part correspondante des intérêts qui courent sur elles [3]. Lesquels acteurs vont répéter à leur tour l'opération en titrisant leurs propres participations (grâce à des «*produits financiers*» dont la sophistication n'a d'égale que l'opacité: les *Credit Default Swaps* ou CDS, dérivés de crédit impliquant le transfert du risque inhérent à ce dernier, et les *Collateralized Debt Obligations* ou CDO: des créances dérivées de créances), et ainsi de suite deux ou même trois fois, la dispersion des risques d'insolvabilité des débiteurs étant censée réduire ceux-ci pour chacun des créanciers (ce qui ne pouvait que lever leurs dernières préventions). Le tout sous couvert des agences de notation chargées d'évaluer ces différents «*produits*», largement complices des organismes réalisant de pareils montages, et des autorités régulatrices des marchés financiers (ou ce qui en reste), tous communiant dans la religion de la capacité autorégulatrice des marchés. Un processus que l'irresponsabilité ainsi organisée de chacun de ses acteurs singuliers, encouragée par l'appât des gains potentiels, ne pouvait que pousser au-delà de toute limite.

Au terme de ce processus de socialisation des créances courant sur les prêts *subprime* et d'autres prêts tout aussi douteux, par la vertu de la libéralisation (de la déréglementation, du décloisonnement et de l'internationalisation) des activités financières intervenue depuis la fin des années 1970, les risques inhérents à ces prêts se sont diffusés à une grande partie du capital financier au niveau planétaire, sans même quelquefois que les acteurs de ce dernier ne le sachent ou du moins sans qu'ils connaissent ni mesurent l'étendue exacte de leur implication – sans surtout qu'ils cherchent même à le savoir. En conséquence lorsque, à l'automne 2006 et au printemps 2007, du fait de l'éclatement de la bulle immobilière (le retournement à la baisse des prix des logements, du fait de la saturation du marché), du ralentissement de l'activité économique (impliquant licenciement et tassement des hausses salariales) ou de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, voire du simple fait de la hausse des charges de remboursement de la dette (la plupart des prêts *subprime* prévoyaient des taux d'intérêts relativement bas sur les deux premières années de remboursement et une hausse substantielle à partir de la troisième année), des ménages de plus en plus nombreux se sont déclarés insolubles aux Etats-Unis et du même coup expulsés de leur logement[4], c'est potentiellement l'ensemble de la finance mondiale qui s'est trouvé menacé par ce défaut. Tout simplement parce que les créances sur lesquelles étaient assis leurs titres – et par conséquent ces derniers avec elles – étaient dévalorisées: réduits à la valeur en chute libre de logements inoccupés, venant s'amasser au gré des expulsions sur un marché déjà saturé, voire réduits à rien. La stabilité du château de cartes aux dimensions planétaires construit par empilement savant de 'papiers' divers (les titres) se trouvait immédiatement menacée. Les as de la finance, qui avaient oublié ce principe élémentaire de toute sagesse financière qui veut qu'on ne prête qu'aux riches ou du moins à des débiteurs qu'on peut raisonnablement tenir pour solvables et qui croyaient avoir diminué le risque inhérent au crédit par la technique miraculeuse de la titrisation des dettes immobilières, n'étaient parvenus qu'à diffuser ce dernier au sein du système financier mondial.

Aujourd'hui. L'étendue des dégâts, c'est-à-dire l'ampleur de l'implication de l'ensemble de la finance mondiale dans cette déconfiture et des pertes qu'elle allait devoir enregistrer, mettra cependant encore presque dix-huit mois à se révéler, entre le printemps 2007 et l'automne de cette année.

Au départ, il a pu sembler que la crise serait circonscrite aux seuls organismes de prêts hypothécaires états-uniens directement impliqués dans le montage des prêts *subprime* et, au pire, les quelques banques et compagnies d'assurance auxquels ils étaient adossés par le biais de la titrisation. L'affaire semblait pouvoir se circonscire à quelques faillites retentissantes dans ce secteur, sans plus. Mais, rapidement, la chaîne des implications dans la crise des différents centres du capital financier mondial, forgée par le mécanisme de la titrisation en cascade des créances et lubrifiée par les vertus de la 'libéralisation' des activités financières, est apparue. Et avec elle, le caractère systémique de la crise: le fait que cette dernière menaçait le système financier tout entier et, au-delà de ce dernier, l'économie mondiale elle-même.

Le premier signe en même temps que le principal relais du caractère systémique de cette crise a été la diffusion de cette dernière au secteur bancaire, non seulement aux Etats-Unis mais encore en Europe. Au cours du premier semestre de cette année, à l'occasion de la publication de leur bilan comptable pour l'année 2007, de nombreuses banques européennes, y compris parmi les plus

grandes d'entre elles, ont ainsi dû déclarer des pertes considérables du fait de leur implication dans l'achat de titres assis sur des prêts *subprime*. A titre d'exemple, citons l'Union des banques suisses (UBS), la principale banque helvétique, qui gère à elle seule une bonne part de la fortune privée mondiale, a ainsi annoncé une perte de 20 milliards de dollars. Encore ne s'agissait-il là que de pertes. La défaillance de la banque britannique Northern Rock, spécialisée dans les prêts immobiliers, qui n'a dû d'échapper à la faillite pure et simple qu'au fait d'avoir été nationalisée en catastrophe en mars dernier, et celle de la banque états-unienne Bear Stearns rachetée à vil prix par JP Morgan grâce à de l'argent public, a montré que l'affaire pouvait être beaucoup plus sérieuse encore.

En se multipliant à partir du printemps, les annonces de pareilles pertes et défaillances n'ont pu qu'instiller puis aggraver le doute, et d'abord dans les milieux financiers, sur les menaces, cachées ou tout simplement ignorées, pesant sur la solvabilité de la plupart des acteurs et la solidité de l'ensemble du système financier. La conséquence en a été, au cours de ce printemps et plus encore durant l'été, aux Etats-Unis puis en Europe, une contraction du marché interbancaire: du marché par lequel les banques se prêtent de l'argent, généralement à court terme (d'un à trois mois) voire à très court terme (sur la journée ou la semaine). Activité normale tant qu'il s'agit tout juste de garantir la liquidité des banques (leur trésorerie), ces prêts interbancaires se ralentissent voire cessent purement et simplement dès lors que c'est la solvabilité des acteurs qui se met à devenir douteuse, autrement dit lorsque les banques se mettent à douter les unes des autres: à ne plus se faire crédit, dans tous les sens du terme. Avec pour double effet d'aggraver du même coup immédiatement la situation des plus fragiles des banques d'affaire, celles précisément les plus atteintes par les pertes dues à leur possession de titres assis sur les prêts *subprime*, au risque de les acculer à la faillite; et, surtout, de menacer à terme l'ensemble du système bancaire, y compris ses éléments les plus solvables, tout en réduisant considérablement sa capacité à remplir sa fonction de créancier auprès des acteurs économiques (entreprises et ménages) en leur accordant les prêts qu'ils sollicitent d'eux.

Dès lors, il est devenu évident que le système financier n'était plus en mesure de se sauver lui-même [5]. La brutale accélération de la crise bancaire par défaut de liquidités et la panique boursière consécutive au refus du gouvernement Bush de voler au secours de la banque Lehman Brothers [6], entraînant la plus grande faillite de l'histoire des Etats-Unis (elle laisse une ardoise de 613 milliards de dollars!), a prouvé a contrario que les capacités d'autorégulation du système financier étaient d'ores et déjà très largement dépassées. Il était temps dès lors que les Etats entrent en jeu via les banques centrales. Non plus seulement pour sauver des acteurs majeurs du capital financier particulièrement exposés (tels le premier assureur au monde, AIG, les deux principaux organismes de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac ainsi que les trois principales banques d'affaires Goldman Sachs, Morgan Stanley et Merrill Lynch aux Etats-Unis, la Royal Bank of Scotland – la seconde banque britannique après la Banque d'Angleterre –, la Halifax Bank of Scotland et la banque Bradford&Bingley au Royaume-Uni, la banque Hypo Real Estate spécialisée dans le prêt immobilier et la Deutsche Bank – la première banque allemande – en Allemagne, Fortis au Benelux, Dexia en France et en Belgique) mais pour tenter de sauver le système financier tout entier qui, par contagion, menaçait de s'écrouler partie par partie, la défaillance des uns risquant d'entraîner dans le gouffre les autres.

Tel est le sens des différents plans de sauvetage adoptés fin septembre et début octobre par le gouvernement états-unien, par le gouvernement britannique ainsi que par les principaux gouvernements de la zone euro. Ces plans visent, d'une part, à prévenir la faillite de tout capital financier majeur (une grande banque, une grande compagnie d'assurance, un fonds d'investissement important, etc.), en reprenant à son compte ses créances douteuses (pour une durée plus ou moins longue) voire en les rachetant (en espérant pouvoir en revendre une partie, même dévalorisées) ou en entrant purement ou simplement dans son capital, autrement dit en le nationalisant en tout ou en partie. Dans les deux cas, il s'agit bien de socialiser les pertes enregistrées par ces capitaux, autrement dit d'en faire supporter le poids par les contribuables. Tandis que, d'autre part, la garantie des Etats est donnée aux prêts interbancaires, de manière à relancer le marché interbancaire, tout en garantissant par ailleurs tout ou partie des dépôts bancaires, de manière à prévenir tout retrait massif des déposants.

Demain. A ce jour, nul ne peut dire si ces plans de sauvetage du système bancaire et plus largement financier seront suffisants. Tout dépend de l'ampleur des pertes qu'il s'agira d'éponger, que personne n'est actuellement en mesure de chiffrer, du fait de l'opacité qui entoure les activités bancaires. Opacité qui ne tient pas seulement ni d'abord au secret dont les directions bancaires tiennent à entourer leurs opérations et leur bilan (donc leurs pertes éventuelles). Encore une fois, l'intrication des différents acteurs du système financiers tout comme la sophistication des

«*produits financiers*» sont telles aujourd'hui qu'aucun de ces acteurs ne sait exactement quelle est sa situation: quelle valeur exacte attribuer aux différents titres de propriété et de crédit dont se compose son capital.

D'autant plus qu'on n'est pas au bout de nos surprises en la matière. D'une part, le gros des défaillances de remboursement des prêts *subprime* est encore à venir. Tandis que, d'autre part, déjà gonfle la vague de celles d'une autre catégorie de prêts hypothécaires, les crédits Alt-A, à peine mieux garantis et dont l'encours est supérieur à celui des prêts *subprime* [7]. Sans compter la bombe à retardement que constitue l'empilement de CDS qui courent sur le tout pour lesquels des sommes astronomiques ont été avancées [8].

Par contre, ce qui est certain, c'est que de la sphère financière, la crise est déjà en train de se communiquer à «*l'économie réelle*», autrement dit aux activités industrielles et commerciales. Déjà, tous les gouvernements révisent à la baisse leurs prévisions de croissance; et les nouveaux taux annoncés, encore exagérément optimistes, flirtent pourtant tous avec le niveau zéro, quelquefois par la négative. Le plus probable est un scénario à la japonaise: rappelons que le secteur bancaire japonais a mis plus de dix ans pour se remettre de krach immobilier de 1991, dans lequel il était fortement impliqué, contraignant pendant ce temps toute l'économie japonaise à la langueur.

«*Les marchés*», comme disent les économistes professionnels ou médiatiques en parlant des bourses, ne s'y sont pas trompés: en plongeant partout en dépit de l'annonce des mirobolants plans de sauvetage sans précédent (750 milliards de dollars aux Etats-Unis, 500 milliards de livres au Royaume-Uni, 1700 milliards dans la zone euros), ils n'ont fait qu'anticiper sur une récession et même sans doute une dépression économique désormais certaine, non seulement aux Etats-Unis et en Europe mais, par contrecoup, partout dans le monde. Car, même si ces plans sont en mesure d'enrayer la crise bancaire, d'éviter qu'elle ne s'aggrave en devenant une crise systémique, d'éponger les pertes les plus importantes et de sauver les acteurs financiers majeurs, ils ne sont pas en mesure d'en effacer les traces durables, au moins jusqu'à moyen terme. D'une part, parce que la capacité des banques à remplir leur fonction de créanciers de «*l'économie réelle*» va continuer à se trouver affectée par les pertes qu'elles ont enregistrées et vont encore enregistrer [9], ainsi que par la persistance d'une certaine défiance réciproque, tant que la situation financière ne sera pas totalement assainie (à supposer qu'elle puisse l'être). Et surtout tant que l'horizon économique ne se sera pas dégagé: comme les chats échaudés craignent l'eau froide, les banquiers passent aujourd'hui du régime débridé du crédit à tout va et bon marché au régime bridé du crédit rare et cher. Les effets de la contraction du crédit (le fameux *credit crunch*) sont d'ores et déjà sensibles; ainsi, deux secteurs dans lesquels la demande est fortement tributaire du crédit, l'immobilier et l'automobile, ont connu au cours des dernières semaines une contraction de leur volume d'activités (en France, par exemple, du premier au second semestre de cette année, la valeur ajoutée produite dans ces deux secteurs a reculé respectivement de 2,1% et 7,1% – du jamais vu depuis 1978 [10]).

La situation est suffisamment sérieuse pour qu'on envisage aujourd'hui ce qui, hier encore, serait apparu comme unimaginable, par exemple la faillite d'un géant de l'automobile comme General Motors ou Chrysler. Et ce d'autant plus qu'elle est appelée à s'aggraver encore par le fait que, d'autre part, la fraction des pertes subies par le secteur bancaire qui va se trouver socialisée par l'intermédiaire des Etats, soit en définitive par l'impôt, conjuguée avec le ralentissement voire la contraction de l'activité économique, synonyme de licenciements et d'austérité renforcée, vont limiter d'autant le revenu disponible des salariés déjà largement amputé. Or, ainsi que nous allons le voir, c'est bien là le fond du problème, dont toute la crise financière précédente n'est qu'une conséquence directe bien que largement méconnue par la quasi-totalité des analyses qui lui ont été consacrées.

Le crépuscule des idoles néolibérales

Si elle n'a pas encore emporté le système bancaire et si elle n'a pas encore plongé «*l'économie réelle*» dans la dépression, l'actuelle crise financière et ses prolongements, actuels et potentiels, a déjà fait une victime d'importance: le néolibéralisme. Et ce tant sur le plan théorique (en fait idéologique), en sa qualité de doctrine économique dominant aujourd'hui largement le champ de l'économie politique, que sur le plan pratique, en tant que politique, ayant jusqu'à hier dictée la conduite de tous les gouvernements à la tête des principaux Etats ainsi que celle des dirigeants des principales institutions internationales en charge de la régulation de l'économie mondiale (Banque des règlements internationaux, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, etc.)

La crise actuelle aura apporté la preuve a contrario de l'inanité de tous les principes édictés par des cohortes d'hommes politiques, de journalistes et d'universitaires, depuis la fin des années 1970, avec l'arrogance de ceux qui détiennent le pouvoir et peuvent l'exercer sans retenue et l'aveuglement de croyants s'abandonnant sans retenue à l'idolâtrie des fétiches capitalistes, au point d'en venir à pervertir jusqu'à la langue qu'ils utilisent [11]. Que ne nous a-t-on répété, des lustres durant, sur tous les tons et sur tous les modes, jusqu'à plus soif, que le marché, tous les marchés, était un merveilleux principe autorégulateur, de surcroît guidé par une providentielle «*main invisible*» qui réalise partout et toujours les conditions de «*l'optimum économique*», à l'expressive condition toutefois que rien ni personne ne vienne perturber son autorégulation ! Que rien n'était donc plus urgent ni plus prometteur de la prospérité générale que d'écarter tous les obstacles sur la voie du triomphe de l'autorégulation marchande. Obstacles qui avaient noms frontières nationales, réglementations étatiques de la circulation du capital sous toutes ses formes et, à travers elles, contrôle des investissements et des désinvestissements, régulation des rapports entre les capitaux, droit du travail et conventions collectives, salaire minimum, protection sociale publique et entreprises publiques, etc., le tout de manière à réaliser – enfin ! – ce «*marché unique*» mondial au sein duquel l'avènement d'une «*concurrence libre et non faussée*» serait le synonyme de lendemains qui chanteraient éternellement sous le soleil du capital, le tout dans le cadre d'une «*mondialisation heureuse*» ! La liste serait trop longue de tous les perroquets (qui auront été autant de minables pères roquets) qui ont cherché à nous enfumer par des discours dont le vide est aujourd'hui aussi éclatant que les bulles spéculatives qu'ils ont contribué à constituer.

Car ce que la crise actuelle démontre, c'est, au contraire, une nouvelle fois, que la finance est non seulement totalement incapable de se réguler mais que, laissée à elle-même, sans contrôle ni régulation extérieurs à elle, elle fonctionne de manière à générer sans cesse des déséquilibres précisément sous la forme de bulles spéculatives, d'accumulation de capital fictif dont l'irréalité finit toujours par éclater lorsqu'on découvre l'écart séparant les espérances (illimitées) de gains sur lesquelles cette accumulation est fondée et la réalité (nécessairement limitée) des profits qui sont censés les valider.

Ce que la crise actuelle démontre, c'est aussi que les fameuses «*règles prudentielles*» censées tenir lieu de cadre régulateur à l'activité bancaire, en permettant à cette dernière de se libérer de la tutelle réputée tatillonne et imbécile du contrôle étatique, n'ont été que le cache-sexe derrière lequel les banquiers se sont abandonnés aux pires débauches en matière d'investissement hasardeux et de paris spéculatifs, prenant ainsi en otages de leurs turpitudes non seulement les clients mais l'économie dans son ensemble. Ce que cette crise démontre, c'est encore que, du fait du démantèlement de toutes les réglementations étatiques, de la libération du mouvement des capitaux (au premier chef, des capitaux financiers), du décloisonnement des activités financières (entre banques de dépôts et banques d'affaires, entre banques et assurances, etc.), on n'a fait qu'accumuler les conditions d'une crise systémique aux dimensions planétaires, dans laquelle la défaillance du plombier états-unien, ne parvenant plus à payer ses traites immobilières, finit par faire vaciller toutes les places financières, de New York à Tokyo en passant par Londres, Paris, Francfort, Zürich, Hong-Kong, et retour. Ce que cette crise démontre, c'est enfin que, lorsque éclatent, avec la crise, l'irrationalité du marché et l'immoralité des marchands, lorsque la «*main invisible*» du premier se met à distribuer des claques à tour de bras aux seconds, c'est l'Etat, la vieille encore honni, raillé et conspué par eux, que les apprentis sorciers et requins de la finance appellent au secours et qui est censé sauver la situation, c'est-à-dire les sauver du désastre, quitte à tenter de nous faire payer les pots par eux cassés.

Bref, la crise actuelle est la démonstration en acte de la faillite irrémédiable de la soi-disant capacité providentielle des marchés à s'autoréguler tout en assurant «*l'allocation optimale des ressources*». Elle est la preuve du contraire même: de leur incapacité à se réguler et de leur nocivité essentielle dès lors qu'on les abandonne à eux-mêmes. Dès lors, il n'est pas étonnant que, y compris parmi ceux qui naguère en faisaient leur religion, ils s'en trouvent pour annoncer désormais leur décès et en prononcer l'oraison funèbre, malgré qu'ils en aient. Ainsi, entre autres, François Lenglet, rédacteur en chef de *La Tribune*, et à ce titre naguère encore un des thuriféraires de la cause néolibérale: «*Des banques nationalisées, en Europe et aux Etats-Unis. Des dirigeants européens qui réhabilitent l'intervention publique et suspendent les règles communes qui proscrirent les aides d'Etat, tout comme celles qui promeuvent la concurrence. Les salaires des patrons encadrés, la finance stigmatisée, l'économie de marché critiquée: la crise a provoqué un gigantesque tête-à-tête idéologique. Comme si, avec les craquements du système bancaire mondial, se terminait un grand cycle libéral. Un cycle comme le capitalisme en a connu plusieurs, qui s'interrompent toujours de la même façon, avec un krach financier retentissant.*» [12]

Et, de fait, depuis quelques jours, c'est la bousculade aux postes d'abandon du navire amiral de la flotte néolibérale qui prend l'eau de toute part et dont plus personne dans l'équipage, et surtout pas les officiers et les sémaphores, ne veut assumer la responsabilité du naufrage et encore moins couler avec lui. On les voit au contraire rivaliser d'ardeur dans l'art de le saborder publiquement. Mais que, toute honte bue ou sans vergogne, brûlant ce qu'ils adoraient encore hier, donnant cul par-dessus tête le spectacle de leur parfaite cuistrerie et de leur totale absence du sens du ridicule, pour ne pas évoquer un sens moral qu'ils n'ont jamais eu, des ex-croisés de la cause néolibérale puissent aujourd'hui se rallier à un pareil discours mettant en cause l'entreprise de déréglementation et de régulation dont le néolibéralisme s'est rendu coupable, devrait nous le rendre a priori suspect. Et, en effet, il ne nous livre qu'une partie de la vérité critique à son sujet.

Par-delà la déréglementation: des salaires en défaut...

Car si, à la faveur de la crise actuelle, le néolibéralisme est en train de faire faillite, ce n'est pas seulement parce que son œuvre de dérégulation d'une économie du même coup «globalisée» a conduit celle-ci au bord du précipice [13]. En effet, cette œuvre de dérégulation, maintenant poursuivie avec constance depuis près de trois décennies, n'a jamais été que le moyen d'atteindre un autre objectif moins visible, notamment parce que, contrairement au précédent, il n'était pas déclaré par les théoriciens et les praticiens du néolibéralisme, hormis dans les cénacles et publications réservés au dialogue entre eux. En l'occurrence, pour lutter contre la dégradation des conditions de profitabilité du capital (en langage marxiste: la baisse tendancielle du taux de profit moyen) qui avait fait entrer le capital fordiste en récession puis en crise dans les années 1970, il s'agissait pour eux d'imposer «un partage de la valeur ajoutée» plus favorable au capital et plus défavorable au travail (en langage marxiste: une hausse du taux de plus-value, autrement dit une aggravation du taux d'exploitation). A cette fin, il était nécessaire d'obtenir une augmentation de la durée, de l'intensité et de la productivité du travail, tout en freinant voire en bloquant la croissance des salaires réels, directs et indirects (les prestations sociales), donc en pratiquant une politique d'austérité salariale. En un mot, il s'agissait d'aggraver les conditions de travail et d'emploi des salariés tout en dégradant leur niveau de vie, en termes relatifs sinon absolus.

A cette fin, il convenait d'affaiblir la capacité de résistance et de lutte des travailleurs, leur capacité de s'organiser et de se mobiliser, pour défendre précisément leurs conditions de travail et d'emploi ainsi que leur salaire. Le moyen massif auquel le capital aura eu recours pour y parvenir, aura été des plus classiques: il a consisté à désolidariser les travailleurs en exacerbant la concurrence entre eux pour l'accès à l'emploi, aux postes, aux carrières, etc. Y auront contribué, d'une part, la hausse du chômage et le maintien d'un haut niveau de chômage – le gonflement de «l'armée industrielle de réserve» opérant aujourd'hui, comme au moment où Marx l'a identifiée, la fonction disciplinaire qui est la sienne à l'égard des salariés engagés dans les rangs de «l'armée industrielle en activité». A quoi s'est ajouté, d'autre part, le développement du travail précaire et de toutes les formes d'individualisation du rapport salarial (prévalence du contrat individuel sur la convention collective, mobilisation des travailleurs dans des équipes responsabilisées au regard de leurs objectifs et mises ainsi systématiquement en concurrence, adjonction au salaire de base de primes distribuées à la tête du client, etc.). La grande innovation se sera située, enfin, dans l'exacerbation de la mise en concurrence internationale des travailleurs, non seulement entre les formations centrales elles-mêmes (les pays du Nord) mais encore et surtout entre ces dernières et certaines formations semi-périphériques voire périphériques (les pays de l'Est et du Sud), par l'intermédiaire de la 'libéralisation' de la circulation internationale du capital. Tel a été l'enjeu de la libéralisation à marches forcées du commerce international, imposée par les Etats-Unis (multipliant les accords bilatéraux), par l'Union européenne (dans aussi bien que hors de ses frontières), par l'OMC succédant au GATT mais aussi par les sinistres «plans d'ajustement structurels» dont le FMI et la Banque mondiale ont accablé les Etats périphériques endettés et devenus insolubles. Tel a également été l'enjeu de la libéralisation des investissements, notamment directs, permettant aux entreprises transnationales de répartir les différents segments d'un même procès de production et les différentes phases du procès de valorisation de leur capital entre différents Etats, en mettant ainsi méthodiquement en concurrence nations et régions et, à travers elles, leurs travailleurs, pour obtenir d'elles qu'elles se lancent dans la course au moins disant salarial, social, fiscal et écologique. Les fameuses «délocalisations industrielles» n'en sont que la face la plus visible parce que la plus sensible dans les Etats centraux.

Il est inutile de faire remarquer, tant la chose est connue de tous, que toutes les mesures précédentes, convergeant vers la dégradation des conditions d'emploi, de travail et de rémunération des salariés, ont figuré en bonne place dans l'agenda des politiques néolibérales au

cours des trois dernières décennies. Par contre, il faut souligner, car la chose est encore trop peu connue, qu'elles ont très largement atteint leur objectif en matière de distorsion du «*partage de la valeur ajoutée*» au profit du capital. En ce qui concerne la France, j'ai eu l'occasion de le souligner dans ces colonnes mêmes: entre le début des années 1980 et le milieu des années 2000, la part des salaires dans la valeur ajoutée brute des entreprises industrielles et commerciales a chuté de neuf points; et, même si l'on prend comme référence le régime de croisière du capital fordiste des années 1960, la chute est encore de plus de quatre points [14]. Théoriquement, cela signifie une paupérisation relative de l'ensemble du salariat sur ces dernières décennies, derrière laquelle se masque très certainement la paupérisation absolue de certaines catégories de salariés, celles situées au bas de l'échelle salariale en termes de précarité des conditions d'emploi et de (bas) niveau des salaires. Et la France ne constitue nullement une exception en la matière: selon le Rapport sur le travail dans le monde 2008 récemment publié par l'Organisation internationale du travail (OIT), «*Dans 51 des 73 pays pour lesquelles des données sont disponibles, la part des salaires dans le revenu total a reculé au cours des vingt dernières années. Le plus fort déclin de la part des salaires dans le PIB s'est produit en Amérique latine et dans les Caraïbes (-13 points de pourcentage), suivi par l'Asie et le Pacifique (-10 points de pourcentage) et les économies développées (-9 points de pourcentage).*» [15] D'ailleurs, même les représentants du capital le reconnaissent; ainsi, Alan Greenspan, l'ancien directeur de la FED, la banque centrale états-unienne a ainsi déclaré: «*(...) la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon des normes historiques*» [16].

Ainsi, en ce qui concerne «*le partage de la valeur ajoutée*» tout comme en ce qui concerne la déréglementation des marchés, le néolibéralisme aura largement atteint ses objectifs. Mais, dans un cas comme dans l'autre, son triomphe aura été de courte durée et synonyme de victoire à la Pyrrhus. Car c'est l'aggravation ainsi obtenue de l'exploitation des travailleurs, partant leur paupérisation relative ou même absolue, qui aura en définitive réuni les conditions de la crise actuelle, la déréglementation ne faisant au mieux que l'amplifier.

Pour comprendre cette proposition paradoxale, un (tout petit) détour théorique s'impose. Parmi les différentes contradictions structurelles (donc permanentes et indépassables) auxquelles se heurte la reproduction du capital figure celle qui naît de l'ambivalence fondamentale du salaire du point de vue du capital. D'une part, le salaire est un coût, c'est l'une des deux composantes principales du coût de production des marchandises ; et le «*partage de la valeur ajoutée*» est d'autant plus favorable au capital, donc sa valorisation (la plus-value) d'autant plus importante, que le salaire peut être comprimé. Mais, d'autre part, il ne suffit pas de produire des marchandises dont la valeur contient la part la plus importante de plus-value possible; il faut encore pouvoir les vendre en réalisant cette plus-value. Et, sous ce rapport, le salaire change de sens: il devient un des principaux facteurs de la demande finale solvable. Et si on le comprime trop, on réduit d'autant cette dernière, en engendrant du même coup toutes les conditions d'une crise de surproduction.

La contradiction est d'autant plus redoutable que ces deux termes ne se situent pas au même niveau de perception de la réalité. Chaque capitaliste (chaque entrepreneur, chaque direction d'entreprise) ne conçoit généralement le salaire que sous le premier angle, comme un coût qu'il fait tout pour comprimer. Tenir compte de l'autre aspect, avoir conscience qu'il ne faut pas trop pressurer les salaires, sans quoi c'est la possibilité même de la reproduction de l'ensemble du capital en fonction dans la société qui va se trouver compromise, échappe le plus souvent à la conscience des capitalistes pris individuellement, dont l'intelligence ne dépasse ordinairement pas l'horizon de leurs intérêts singuliers les plus immédiats – hormis quelques capitalistes ou groupes de capitalistes d'exception, particulièrement clairvoyants et avisés. Ce point de vue plus large ne peut ordinairement être que celui de la classe capitaliste dans son ensemble, tel qu'il peut s'élaborer dans des clubs de pensée, des institutions universitaires ou des formations politiques et tel qu'il peut inspirer par moments 'l'état-major' de la bourgeoisie, entendons l'Etat, plus exactement ses sommets administratifs et ses sphères gouvernementales. A la condition cependant que la grille idéologique à travers laquelle cet 'état-major' comprend le monde social et ordonne son action sur lui ne fasse pas obstacle à son intelligence de l'ambivalence du salaire relativement aux conditions de valorisation du capital. Ce qui a précisément été le cas avec le néolibéralisme.

... et une plus-value en excès !

L'adoption de politiques néolibérales, leur mise en œuvre résolue et leur poursuite méthodique depuis près de trente ans auront donc produit ce premier effet de créer les conditions d'une crise de surproduction en comprimant par trop les salaires: en somme, une crise de surproduction par sous-consommation relative des salariés. Mais elles ont simultanément produit un second effet

complémentaire du précédent: l'accroissement de la plus-value, absolu (en termes de masse de la plus-value) aussi bien que relatif (en termes de taux de la plus-value). Tel était d'ailleurs leur objectif, là encore largement atteint. Cela aura sans doute permis d'améliorer la profitabilité du capital industriel et commercial, le taux de profit moyen des entreprises, en rendant possible la relance de l'accumulation de leur capital à partir du début des années 1980. Mais cela les aura aussi progressivement confrontées à des difficultés croissantes pour écouler une production elle-même croissante, du fait précisément de l'étranglement progressif des salaires qui s'opérait parallèlement. D'où l'allure singulière de l'accumulation du capital depuis lors, faite d'une succession de relances qui avortent rapidement sous forme de récessions, de stagnations voire de mini-dépansions, en somme une suite de *stop and go* comme disent les Anglo-Saxons; mais aussi le fait singulier qu'en définitive le taux d'accumulation soit devenu inférieur au taux de profit [17]. En somme, les profits excèdent ce dont les entreprises ont besoin pour financer leurs investissements: plus exactement, ce qu'elles peuvent investir étant donné les conditions faites à la production par l'insuffisance des débouchés due à la contraction de la part des salaires dans «*la valeur ajoutée*».

Cet obstacle a pu cependant être lui-même en partie levé par l'ouverture simultanée de nouveaux marchés (dans les Etats semi-périphériques dits «*émergents*»: le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde, les Etats pétroliers du Golfe), ainsi que par le développement considérable qu'ont connu, parallèlement, les secteurs de l'industrie de luxe au cours des deux dernières décennies. Signe de l'enrichissement manifeste de toutes les classes et couches sociales qui vivent de la plus-value (sous ses différentes formes: 'salaires' mirobolants des dirigeants, *stock options*, dividendes des actionnaires, intérêts des prêteurs, rente des propriétaires fonciers ou des titulaires de brevets, etc.), partie intégrante de l'accroissement de toutes inégalités sociales durant toute la période, cette explosion de la consommation de luxe était aussi une dimension spécifique de la crise latente de surproduction, la consommation de luxe des nantis étant censée prendre le relais, comme moteur de la demande solvable, de la consommation de produits banalisés en berne du fait de la paupérisation relative des salariés. Elle était aussi et surtout le signe qu'une part grandissante de la plus-value n'était plus en mesure, faute d'une croissance suffisante des débouchés, de se convertir en capital additionnel, de venir financer l'accumulation du capital, ne pouvait plus soutenir cette dernière qu'en se convertissant en revenu pour être dilapidé sous forme de dépenses de luxe par les classes possédantes.

Un dernier signe de cette difficulté grandissante de conversion de la plus-value en capital additionnel aura été le fantastique développement du capital financier et de la spéculation financière qui aura également caractérisé l'histoire récente du capitalisme. Car, faute de pouvoir se valoriser sous forme de capital réel, en s'investissant dans l'industrie et le commerce, toute la part de la plus-value non absorbée par la consommation de luxe a cherché à se valoriser sous forme de capital fictif. Elle est venue tenter sa chance au grand casino d'une finance dopée et surtout dupée par les mesures de 'libéralisation' néolibérales: elle est venue alimenter le jeu spéculatif consistant à acheter ou à vendre des monnaies, des titres de crédit ou de propriété, des dérivés de tous ces types d'actifs et des «*produits financiers*» de plus en plus sophistiqués assis sur eux, non pas tant pour les revenus qu'ils garantissent en principe, mais pour parier sur leur variation (à la hausse ou à la baisse) en espérant empocher au passage de somptueuses 'plus-values'. Quitte à essayer de désastreuses 'moins-values' lorsque le pari s'avère perdu.

Tout comme le gonflement de la consommation de luxe, ce signe apparent de richesse qu'ont été les orgies de la spéculation financière, saluées par tous les grands prêtres et bedeaux minables de l'Eglise néolibérale comme la manifestation de la santé éclatante d'une «*économie de marché*» libérée des contraintes de la réglementation étatique, était donc en fait le signe d'une profonde maladie de «*l'économie réelle*», bridée par l'étranglement du pouvoir d'achat des salariés, rongée par une crise rampante de surproduction. D'un côté une accumulation de capital réel rendue poussive et chaotique par l'insuffisance des débouchés du fait d'une sous-consommation relative des salariés; de l'autre, une accumulation de capital fictif dopée par une plus-value se détournant pour la raison précédente de «*l'économie réelle*» pour se livrer aux joies et aux affres de la spéculation financière, devenue sinon la seule voie ouverte à sa valorisation du moins, apparemment, sa voie royale. Car il s'agissait bien d'une accumulation de *capital purement fictif*: d'un pseudo-capital composé de titres divers, de plus ou plus sophistiqués, donnant en principe droit à prélever une partie de la richesse sociale produite, de la valeur formée et réalisée dans «*l'économie réelle*», et dont la valeur fictive (celle qui règle leurs échanges sur le marché boursier) se gonfle à la mesure des anticipations de plus en plus délirantes sur le montant de cette part... avant de se dégonfler lorsqu'il s'avère qu'elle est moins importante que prévue voire nulle, tout simplement parce que la valeur effectivement formée et réalisée (la croissance réelle) est bien

moindre que ce qui avait été anticipé, précisément parce que «*l'économie réelle*» bute sur les limites que rencontre (malgré tout) l'exploitation du travail ainsi que sur l'insuffisance des débouchés.

Dans ces conditions, la répétition de plus en plus fréquente et une échelle croissante des crises financières, que j'ai rappelée en introduction à cet article, était évidemment inévitable. Car ces crises successives ont toutes été le résultat du surinvestissement massif d'un capital-argent potentiel qui, faute de pouvoir s'investir avec profit dans «*l'économie réelle*» a tenté sa chance, sous forme de capital fictif, dans les paradis artificiels de l'économie financière, prêt à se saisir de n'importe quel actif apte à fournir matière (support) à un marché spéculatif: hier les biens immobiliers états-uniens (mais aussi irlandais et britanniques) comme avant-hier les valeurs de la «*nouvelle économie*» de l'Internet, etc. Et, du même coup, on tient bien ici les deux ingrédients fondamentaux de la crise actuelle, en particulier de son détonateur, la crise des prêts hypothécaire *subprime*. D'un côté, des ménages de modestes salariés que l'insuffisance de leurs revenus salariaux contraints à s'endetter dans des proportions excessives pour tenter d'accéder à la propriété de leur logement et dont une proportion importante d'entre eux se trouvent en définitive incapables de faire face aux charges du remboursement de leur dette, comme cela était prévisible. De l'autre, des capitaux financiers à ce point assoiffés de valorisation qu'ils en viennent à oublier toute retenue et toute prudence pour les uns prêter aux précédents et les autres accepter de s'investir dans des titres opaques assis sur des créances aussi douteuses. Quand le capital ne trouve plus d'autre planche de salut que de devoir avancer à ses propres salariés, sous forme de prêts, l'argent qu'il a refusé de leur avancer sous forme de salaires, pour tenter de leur permettre de continuer malgré tout de consommer les marchandises qu'il a produites et à travers la vente desquelles il doit se valoriser, c'est que la formule sur laquelle repose sa propre reproduction est manifestement viciée. Et cette formule est celle-là même dont le néolibéralisme s'était fait le propagandiste ainsi que le maître d'œuvre.

Conclusion provisoire

Ainsi, la crise actuelle ne met pas seulement à mal le discours néolibéral, elle compromet aussi sérieusement la mise en œuvre du programme politique néolibéral, tant dans sa volonté de déréglementation et de 'libéralisation' que, surtout, dans sa volonté d'imposer un «*partage de la valeur ajoutée*» censé créer les conditions d'un nouveau régime cohérent, donc stable et durable, de reproduction du capital. Autrement dit, la crise actuelle prive brutalement l'ensemble des gouvernements des principaux Etats de la planète ainsi que les directions des institutions financières internationales de leur précédente boussole et cartes. Elle crée donc aussi les conditions d'une crise politique majeure qu'il nous appartient d'aggraver par nos revendications et nos actions. A nous de nous saisir de cette situation nouvelle pour contre-attaquer un ennemi de classe affaibli par les conséquences néfastes pour lui de sa propre stratégie antérieure, en ajoutant à l'incapacité de «*ceux d'en haut*» de continuer à dominer selon les termes de la formule néolibérale le refus de «*ceux d'en bas*» de continuer à être dominés selon cette même formule – voire à être dominés tout court. C'est à l'examen des différentes possibilités qui nous sont ouvertes sous ce rapport que sera consacré un autre article à paraître dans le prochain numéro d'*A Contre-Courant*.

* Cet article d'Alain Bihr paraît dans le mensuel *A Contre-Courant*. Alain Bihr est professeur à l'Université de Franche Comté (Besançon) et auteur, entre autres, de *La novlangue néolibérale*, Editions page deux, Lausanne, 2007.

1. Christian Chavagneux, «Banques: risquer plus pour gagner plus», *Alternatives Economiques*, n°267, mars 2008, page 7.
2. Parmi ces derniers, certains étaient même qualifiés de Ninja: *no income, no job or asset* (pas de revenu, pas de boulot ni d'actif), autrement dit clairement reconnus pour insolubles. Mais ce n'était pas une raison suffisante pour ne pas les endetter...
3. La même technique de titrisation a été simultanément utilisée pour socialiser d'autres créances, souvent tout aussi douteuses: des prêts à la consommation courante, des encours sur des cartes de crédit, des prêts aux étudiants, etc. Les titres vendus sur le marché financier constituaient ainsi le plus souvent une 'macédoine' de fractions de créances dont l'acquéreur ignorait complètement la nature. Au terme de deux ou trois répétitions de ce type de montage, impossible de savoir ce qu'on détient ni, surtout, quelle en est la valeur: à quelle quantité de valeur effective, de valeur effectivement formée et réalisée, le titre donne droit.
4. 14 % des ménages ayant contracté des emprunts *subprime* étaient en défaut de paiement au printemps 2007. Et ce sont d'ores et déjà plus d'un million de ménages états-uniens qui ont été expulsés – et on est pas au bout de la crise des *subprimes*, qui ne pourra que s'aggraver avec la récession économique qui s'installe et la chute de la valeur des biens immobiliers dont le marché est encombré par les logements des ménages expulsés. Selon certaines estimations, deux autres millions pourraient l'être à brève échéance.
5. D'autant plus qu'ils n'était plus possible de compter sur l'intervention intéressée des fameux «*fonds souverains*» des Etats dits émergents (Chine, Inde, Russie et émirats du Golfe) qui, dans un premier temps, s'étaient laissés tenter de racheter quelques acteurs financiers occidentaux, avant de se rendre compte – mais un peu tard – qu'il s'agissait de 'rossignols'.
6. Sans doute parce que le secrétaire d'Etat au Trésor (le ministre des Finances états-unien) est l'ancien patron de Goldman Sachs, la grande rivale de Lehman Brothers...
7. Cf. Frédéric Lordon, «Le jour où Wall Street est devenu socialiste», *Le Monde Diplomatique*, octobre 2008.
8. «*La somme totale des CDS contractés aux États-Unis se monte - cela dépend des sources - à 45 ou 62 mille milliards de dollars, de toute manière un chiffre proche du total des dépôts bancaires à l'échelle mondiale...*» Paul Jorion, «Le monstrueux contraire d'une assurance», http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2171
9. Notamment celles fortement impliquées dans les opérations de *leverage buy out* ou LBO, consistant à racheter des entreprises (à l'aide de prêts bancaires) pour les restructurer (souvent sauvagement du point des intérêts des salariés) de manière à en faire grimper la capitalisation boursière avant de les revendre en réalisant en principe au passage de somptueuses 'plus-values'. Avec le ralentissement économique et surtout la débâcle boursière, nombre d'opérations de LBO prennent du retard ou même ne se bouclent pas et les banques se retrouvent avec une nouvelle masse de créances douteuses et invendables.
10. Chiffres cités par Guillaume Duval, «Tous les clignotants sont au rouge», *Alternatives Economiques*, septembre 2008, page 9.
11. Cf. *La novlangue néolibérale*, Editions Page deux, Lausanne, 2007.
12. «Ci-gît le libéralisme, 1979-2008», *La Tribune*, 10 octobre 2008.
13. Quelques-uns des principaux éléments de l'analyse suivante ont déjà été développés par François Chesnais, «Sur le portée et le cheminement de la crise financière», *Carré Rouge-La Brèche*, n°1, décembre 2007-février 2008; Charles-André Udry, «Subprime'. Une crise du capitalisme des temps présents», site *La brèche et A Contre-Courant*, n°194, mai 2008; Michel Husson, «Le capitalisme toxique», <http://hussonet.free.fr/toxicapw.pdf> (à paraître dans *Inprecor*).
14. Cf. «Pour gagner plus, il faut lutter plus !», *A Contre-Courant*, n°195, juin 2008. Cf. aussi Michel Husson, «La hausse tendancielle du taux d'exploitation», *Inprecor* n°534-535, janvier- février 2008; et «Part des salaires: et pourtant elle baisse !», <http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf>
15. Cf. http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--fr/WCMS_099410/index.htm On aura compris que cette distorsion du «*partage de la valeur ajoutée*» a affecté l'ensemble du coût salarial, par conséquent non seulement les salaires directs perçus par les salariés en emploi mais tout aussi bien les prestations sociales perçus par les chômeurs, les malades et les invalides, les retraités qui constituent en fait un salaire indirect. La paupérisation relative voire absolue du salariat a donc frappé l'ensemble de ces catégories au cours de ces dernières décennies.
16. *Financial Times*, 16 septembre 2007. Cité par Charles-André Udry, *op. cit.*
17. Fait mis en évidence par Michel Husson, «Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit», note *hussonet* n°2, 25 septembre 2008 <http://hussonet.free.fr/>